

L'Humanité



Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mercredi
29 septembre 1976

No 535

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 5795

FOYERS SONACOTRA

SOUTENEZ LES GREVISTES!

Imaginez-vous un appartement de 6 pièces, c'est-à-dire cinq chambres et une salle de séjour, ce que l'on appelle un F6. Imaginez ensuite des panneaux de bois aggloméré séparant chacune des chambres en deux parties égales. Vous imaginez ensuite 10 hommes adultes vivant dans cet appartement avec pour eux 10 la salle de séjour, la cuisine, deux lavabos, une douche et un WC commun !

C'est le modèle type de logement que connaissent 40 % des résidents dans les foyers Sonacotra. Chaque «chambre» représente une surface comprise entre 4,5 m² et 6 m², dans laquelle il faut caser un lit, un meuble de rangement ; une surface dans laquelle il faut vivre, dormir, étudier, recevoir ! Ce sont les conditions que l'on impose à des travailleurs qui ont le plus souvent des conditions de travail pénibles et des maigres ressources sur lesquelles il faut payer chaque mois 270 F pour le loyer.

Comment vivre à 10 ainsi quand les horaires de travail sont différents, sans possibilité d'isolement réel, quand certains sont malades, quand on veut recevoir des amis ? Sans parler des conditions de sécurité des foyers dont nous reparlerons, c'est cette situation qui est à la base de la révolte des habitants de ces foyers contre les loyers excessifs par rapport à ce qui leur est offert. Sans compter que le statut de tels foyers n'est pas celui d'un immeuble HLM.

Les gardiens ne sont pas de simples concierges, ce sont d'authentiques garde-chiourmes chargés d'appliquer un règlement intérieur, qui permet de qualifier ces foyers de prisons ; en effet ce dernier stipule que toute réunion ou manifestation à caractère politique est interdite (article 6), que les résidents peuvent recevoir des visites dans les salles d'accueil après en avoir informé le directeur, que seul ce dernier peut autoriser les visites dans les chambres et seulement jusqu'à 22 h (article 5), que la direction a le droit de pénétrer dans les chambres (article 8) !

(suite p.3)

Corse : après l'assassinat de deux bergers par la Légion

La colère monte



La colère est à son comble parmi la population de l'île qui a le sentiment de subir une véritable occupation, dont la Légion n'est que la manifestation. La nuit dernière, la villa du commandant de la Légion étrangère stationnée à Corte a été attaquée à coups de fusil (voir nos informations en p. 3). Sur notre photo, les paysans corses armés ramenant au village le corps de leurs deux compagnons bergers, sauvagement assassinés.

Espagne

SUCCES DE LA JOURNEE DE LUTTE

L'appel à la grève générale au pays basque a été très largement suivi par 600 000 ouvriers pour demander «l'annistie générale» et marquer le premier anniversaire de l'assassinat par Franco de cinq antifascistes révolutionnaires : trois membres du FRAP (Front révolutionnaire antifasciste et patriote) et deux membres de l'ETA basque.

Partout, usines fermées et magasins clos, partout des manifestations.

Les forces de répression affolées ont tiré sur la foule en plusieurs endroits - Madrid, pays basque - blessant gravement trois personnes. Des barricades se sont for-

mées à Burcena, Santurce et Santo Domingo où les ouvriers ont fait face avec courage à la police.

A Hoyo de Manzanares, près de Madrid, plusieurs milliers de travailleurs se sont rassemblés autour de la tombe de Ramon Garcia, un des trois membres du FRAP fusillé il y a un an exactement. Le rassemblement s'est terminé au chant de l'Internationale.

Le succès de cette journée témoigne de la grande mobilisation de la classe ouvrière espagnole contre un régime dont les bases n'ont jamais été aussi fragiles et étroites.

Afrique australe

Intensification de la rivalité entre l'Union soviétique et les Etats-Unis

Un commentaire de l'agence Chine nouvelle

A la suite des événements en Angola, le social-impérialisme soviétique et l'impérialisme américain ont intensifié leur rivalité en Afrique australe.

Le foyer de leur rivalité pour l'hégémonie mondiale se trouve en Europe, tandis que l'Afrique en est une aile importante. L'Afrique australe est riche en matières premières d'importance stratégique : or, diamant et uranium etc. Une grande quantité de ces produits stratégiques, le pétrole par exemple dont a tant besoin l'Occident, doivent être acheminés par l'Atlantique Sud, voie maritime de nature stratégique. Si l'Union soviétique convoite l'Afri-

que australe, c'est parce qu'elle vise à s'emparer de ces produits stratégiques, mais aussi à s'assurer le contrôle de ce passage essentiel stratégique en vue de réaliser l'encercllement global de l'Europe.

La dispute soviéto-américaine en Afrique ne date pas d'hier. Cependant, mettant à profit la tendance à l'apaisement apparue en Occident et arborant le drapeau du «soutien aux mouvements de libération nationale», les nouveaux tsars se sont livrés ces dernières années avec un zèle exceptionnel à l'infiltration et à l'expansion en Afrique.

(Suite p. 2)

QUAND LES PATRONS VEULENT JUSTIFIER LA DICTATURE DU GRAND CAPITAL

1- l'apologie du patronat

Ces derniers mois, François Ceyrac, président du CNPF - autrement dit le patron des patrons - a déposé un texte devant «la Commission des libertés de l'Assemblée nationale». Ce texte intitulé «Une société de liberté» fait l'apologie du patronat et du système capitaliste. Mais il montre aussi l'inquiétude de la classe bourgeoise face à la montée du mouvement de masse, surtout de la classe ouvrière qui renoue de plus en plus massivement avec ses grandes traditions de lutte de classes. D'une manière à peine voilée il demande le renforcement de la répression et pour cela d'être encore mieux soutenu par l'appareil d'État.

Ce texte met d'ailleurs en cause nommément les ouvriers combattifs des Câbles de Lyon (Clichy), Cycles Peugeot (Beaulieu-Valentigney), Chausson (Gennevilliers), Soretex (Angers), Poclair, Saurier-Duval (Nantes), les métallos de La

Rochelle, bref ceux qui ont mené une lutte résolue depuis un an.

Lorsque Ceyrac ou un autre représentant de la clique au pouvoir lance des piques contre le PCF, il sait très bien que les dirigeants révisionnistes précisément s'opposent à la lutte classe contre classe, et prônent l'électorisme, quand ils ne participent pas eux-mêmes à la répression. Ce ne sont donc que des batailles verbales entre cliques bourgeoises, les uns pour se maintenir au pouvoir, et les autres pour prendre leur place en exploitant et réprimant à son tour la classe ouvrière.

La classe ouvrière et les masses populaires ne doivent pas s'y tromper : l'État, le patronat, les directions syndicales et les partis dits de «gauche», forment une même force d'oppression antipopulaire.

(Suite p. 5)

Afrique australe

Intensification de la rivalité entre l'Union Soviétique et les Etats Unis

(Suite de la p. 1)

Après son intervention armée en Angola entre l'hiver 1975 et le printemps dernier, l'Union soviétique a révélé son ambition dévorante en s'efforçant d'étendre sa zone d'influence en direction de l'Afrique australe où elle tente en même temps d'évincer l'influence américaine.

Pour atteindre ce but, le Kremlin a eu recours, depuis un certain temps, aux machinations que voici :

Primo, il se livre sans vergogne à la tromperie politique dans les pays africains pour réaliser son objectif d'infiltration et d'expansion. Au 25e Congrès du parti révisionniste soviétique, Brejnev a affirmé que «l'élimination complète de toutes les racines du colonialisme et du racisme» constitue la «tâche internationale la plus importante». Pourtant, tout en menant un grand tapage antiraciste, les révisionnistes soviétiques ne cherchent nullement à résoudre la question de la discrimination raciale, mais à placer les mouvements de libération nationale en Afrique australe dans l'orbite sociale-impérialiste. L'antiracisme ne sert ici que de rideau de fumée à leur expansion en Afrique australe.

Secundo, en vue de désunir les pays africains, les révisionnistes soviétiques ont colporté sans fard des thèses réactionnaires. Ils ont divisé les pays africains en «réactionnaires» et en «progressistes», semé la zizanie en leur sein, incité certains Africains à s'opposer à d'autres Africains, tentant de miner la solidarité militante des peuples africains en lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonisme.

Tertio, pour satisfaire les besoins de leur rivalité avec l'impérialisme américain, les nouveaux tsars ont déployé une diplomatie très active. Ils invitent des délégations étrangères ou envoient leurs représentants engager des «négociations», exigeant des responsables de certains pays ou organisations d'Afrique une «efficacité» accrue de leur «coopération» avec l'Union soviétique, et une coordination étroite avec la «grande communauté socialiste». En fait, il s'agit là de la même tactique que l'Union soviétique a appliquée en An-

gola et ailleurs : occuper ou contrôler un pays par un pays ou une organisation interposés. Cependant, il n'est pas difficile de déceler que les objectifs recherchés par l'Union soviétique sont de soumettre autrui au diktat du social-impérialisme soviétique, de faire risquer leur peau aux autres à sa place, de les faire servir de chair à canon, et de réduire les autres pays en un instrument colonial à son service.

Quarto, sous l'enseigne du combat antiraciste, l'Union soviétique pratique le dumping dans ses ventes d'armes en vue de resserrer son contrôle sur les pays africains. Ces derniers temps, elle a rapidement accru son «assistance militaire». En conséquence de quoi, le nombre des conseillers et techniciens militaires soviétiques se multiplie. L'Union soviétique cherche par ce biais-là à contrôler militairement les pays et les organisations bénéficiaires de son «assistance», à s'approprier des bases militaires ou à jouir du droit de les utiliser. La conduite des nouveaux tsars en Angola a fourni une belle illustration de ces méthodes.

Devant l'offensive menaçante du social-impérialisme soviétique, l'impérialisme américain a été obligé, pour défendre ses intérêts acquis, de «rajuster» sa politique africaine et de prêter une attention plus grande à la rivalité en Afrique avec l'Union soviétique.

Ces derniers mois, les États-Unis ont pris des mesures pour contrecarrer l'expansion soviétique. En avril-mai, Kissinger a visité l'Afrique. C'est ainsi que le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, l'assistant au secrétaire d'État pour les affaires africaines William E. Schanfele jr. et le premier représentant des États-Unis aux Nations unies William W. Scranton se sont successivement rendus en Afrique. Récemment, Henry Kissinger est une nouvelle fois allé en Afrique pour procéder à la diplomatie de la «navette» en vue de protéger les intérêts américains et contrer l'influence croissante soviétique dans cette région.

Les nouveaux tsars ne cachent pas leur mécontentement face aux activités diplomatiques déployées par les

USA en Afrique. Tass a par exemple accusé le 19 juin dernier les États-Unis d'avoir aggravé la tension en Afrique.

Bref, la dispute qui met aux prises les deux superpuissances, l'Union soviétique et les États-Unis, en vue de contrôler l'Afrique australe se fait de plus en plus acharnée. Le président Mao, notre grand dirigeant, a indiqué : «L'impérialisme s'est préparé les conditions de sa propre ruine. Ces conditions, c'est la prise de conscience des grandes masses populaires dans les colonies et les semi-colonies et dans les pays impérialistes eux-mêmes. C'est l'impérialisme qui a poussé les grandes masses du monde entier à s'engager dans l'époque historique de la grande lutte pour la liquidation de l'impérialisme». («Rejetez vos illusions et préparez-vous à la lutte», Œuvres choisies de Mao Tsé-toung, t. 4, p. 445). On peut être sûr que la dispute acharnée des deux superpuissances en Afrique australe poussera les peuples africains à prendre conscience et à s'unir plus étroitement pour mener jusqu'au bout la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonisme.

Souvenirs photographiques du président Mao



Images de la Libération : ci-dessus le président Mao lit un journal annonçant la libération de Nankin en 1949.

Ci-contre : le président Mao préside en 1950 la deuxième session du premier Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois, où a été adopté l'emblème national de la République populaire de Chine.



Allemagne de l'Ouest

Lutte des enseignants contre la répression politique dans le syndicat

PRATIQUANT LE CHANTAGE, PUIS LA SCISSION, LA DIRECTION DU SYNDICAT ENSEIGNANT OUEST-ALLEMAND (LE GEW) EXCLUT TOUTE LA FÉDÉRATION DE BERLIN-OUEST !

Le GEW (Syndicat éducation et science) est affilié au DGB, la grande centrale syndicale réactionnaire ouest-allemande. Le DGB essaye d'imposer aux fédérations du syndicat enseignant le «décret d'incompatibilité» qui permet l'exclusion statutaire du syndicat de tout syndiqué révolutionnaire. Ce décret en vigueur dans le DGB a déjà été adopté par certaines fédérations du GEW comme à Hambourg où 15 syndicalistes ont été exclus du syndicat.

Mais à Berlin-Ouest, l'opposition des syndiqués est très forte et les choses ne vont pas sans mal pour la direction syndicale (n'étant pas dès le début membre du DGB, le GEW dispose encore de statuts particuliers locaux qui lui permettent de ne pas se plier aux décisions du DGB et que les bonzes essayent de remplacer par les statuts du DGB). En octobre 75, la direction syndicale convoquait une assemblée extraordinaire de délégués qui devait voter le décret. Il fallut 3 votes successifs pour obtenir une majorité aux 2/3. La direction du GEW s'empressa aussitôt de déclarer adoptée la décision, violant par

là-même les statuts de la Fédération de Berlin-Ouest qui prescrivent une majorité aux 3/4. Des collègues obtinrent par tribunal l'annulation du vote.

L'appareil du DGB et du GEW commença à se démener et à menacer d'exclusion toute la fédération de Berlin. La direction syndicale convoqua alors une nouvelle assemblée de délégués pour le 28 août. Dans son discours, le président du DGB s'acharna contre les communistes et les révolutionnaires, le président du GEW de Hambourg vanta les mérites du décret, un autre bonze énonça les inconvénients matériels qu'entraînerait un détachement du DGB (par exemple les collègues ne pourraient plus être membres de l'auto-club du DGB !), etc. La SEW (parti révisionniste de Berlin-Ouest) défendit en fait de la façon la plus sournoise le décret d'incompatibilité sous prétexte qu'il ne fallait «pas couper de la classe ouvrière, du DGB», présentant le DGB comme une organisation de lutte de la classe ouvrière !

Bien que le vote ne soit pas secret

et que les enseignants opposés au décret étaient aussitôt repérés, ce fut encore un échec pour la direction du GEW et du DGB : plus du quart des délégués vota contre le décret et celui-ci fut une fois de plus rejeté !

C'est alors qu'au mépris des décisions de l'assemblée générale, la direction du GEW exclut purement et simplement la fédération de Berlin-Ouest, l'excluant du même coup du DGB et appela à créer à Berlin-Ouest, à côté de la fédération existante, un nouveau GEW, qui doit être membre du DGB. Il suffit, pour en faire partie, de signer le décret d'incompatibilité. Le coup était bien préparé puisque, dès le 1er septembre, un bureau d'inscription au nouveau GEW était déjà ouvert.

Face à ces manœuvres de division, les enseignants progressistes et révolutionnaires de Berlin-Ouest, s'unissent plus étroitement encore dans la lutte contre l'appareil syndical réactionnaire pour riposter à la répression politique des révolutionnaires et des communistes.

D'après Roter Morgen
No 36 du 4.9.76

PÉKIN INFORMATION
1 an — 52 Nos — 21,00 F

SCANDALES A LA CHAÎNE

Alors qu'approchent les échéances électorales, les scandales se mettent à refleurir. C'est là une des caractéristiques de la vie politique bougeoise dans notre pays depuis quelques années. Les partis de la bourgeoisie se disputent pour savoir lequel d'entre eux aura droit à la plus grosse part du gâteau. Pour cela, les uns et les autres cherchent à éliminer les concurrents en mettant à jour (ou en menaçant de le faire) quelques-unes des pratiques coutumières à tous ces messieurs.

C'est ainsi que deux nouvelles affaires viennent de faire surface ces derniers jours.

La première est lâchée par l'hebdomadaire «Le point» en quelques lignes que voici : «Il existe au ministère des Finances un rapport ultra-confidentiel rédigé par une équipe d'inspecteurs des Finances sous

la direction de Pierre Mayer. Il fait la comptabilité des sommes versées sous forme de commissions à des intermédiaires pour réaliser des ventes d'armes françaises à l'étranger. S'il venait à l'air libre, son contenu, dit-on pourrait être détonnant.» Ces quelques lignes sont dans le prolongement direct de la récente affaire Dassault-Vathaire. Elles visent sans aucun doute les agissements de Dassault dont on n'ignore pas qu'il est un des principaux pourvoyeurs de fonds de l'UDR. Les amis de Giscard et Lecanuet aimeraient sans doute que les générosités de Dassault leur soient plus largement dispensées et pour cela, ils laissent planer la menace de «révélation».

Deuxième affaire : celle du centre Beaubourg. A la fin de la semaine dernière, Françoise Giroud déclarait que le centre en question

reviendrait à la somme de 900 millions de francs et que son budget serait de 130 millions de francs par an et laisse entendre que ces sommes dépassent de loin ce qui était imaginé. Le journal «L'Aurore» déclare crûment : «Après la Villette, le Parc des princes et le trou des Halles, Paris va-t-il pouvoir faire face à ce nouveau scandale ?»

Il faut rappeler que les milieux de l'UDR ont été à l'origine du projet Beaubourg et que les sommes astronomiques en question pourraient fort bien être utilisées pour renflouer les caisses du parti gaulliste. Là encore, on laisse planer la menace d'un nouveau scandale du genre de celui de la Villette.

Gageons que dans les coulisses, les tractations vont actuellement bon train entre ces messieurs du gouvernement.

Les courses contre les tueurs de la légion

Après le meurtre de deux bergers assassinés par des légionnaires dans le village de Bustanico, la colère des Corses contre la «Légion étrangère» a atteint une nouvelle étape et les Corses sont bien décidés à chasser ces compagnies de tueurs.

Dimanche à Corte, plusieurs centaines de personnes ont mis en place un barrage devant la sous-préfecture pour exiger le départ de la «Légion».

C'est que la «Légion» composée de tueurs sans foi ni loi recrutés par la bourgeoisie pour «casser du du noir», et de «l'arabe», n'en est pas à son premier crime en Corse.

Ces jours-ci doit s'ouvrir d'ailleurs devant les assises de la Corse le procès de deux légionnaires qui avaient assassiné une vieille femme pour la voler : en juillet 1974, deux légionnaires avaient surpris dans sa maison une vieille femme de 71 ans et l'avaient tuée de façon atroce.

De même il y a juste un an dans un village du Niolo, deux légionnaires avaient agressé un paysan qui leur avait échappé de justesse.

Sur les plages, les touristes sont violées et au cours de l'été 1975 le viol d'une femme du village de Tralonca avait provoqué une mobilisation unanime de la population.

Autre exemple, à Corte, un légionnaire ivre au volant d'un camion écrase une femme. Et la liste des innombrables crimes pourrait encore être allongée.

La bourgeoisie capitaliste a besoin de ces tueurs recrutés parmi la lie de la société pour maintenir sa dictature de classe.

La légion est stationnée en Corse mais il est prévu qu'elle intervienne en France en cas de soulèvement populaire.

La Légion étrangère compte 3 000 hommes en Corse. Le deuxième régiment étranger de parachutiste (REP) est stationné à Calvi, et le premier REP est stationné à Bonifacio.

Les Corses ne veulent plus de ces tueurs. Ils ont raison. A leur juste revendication, il faut ajouter celle de la dissolution pure et simple et immédiate de ces bandes armées de criminels recrutés dans tous les pays.

Foyers Sonacotra

(Suite p. 3)

La grève des loyers qui a commencé il y a maintenant plus d'un an est une grève juste pour des loyers décents et une liberté de circulation ou de réunion auxquelles tous les travailleurs doivent avoir droit. C'est une grève qui continue aujourd'hui dans plus de 20 foyers, qui s'est consolidée dans son organisation interne et qui est conduite démocratiquement.

Après la répression qui s'est soldée par l'expulsion du territoire de 18 délégués, la grève intègre dans ses objectifs le retour des expulsés.

Sur la base de la plateforme revendicative du comité de coordination, le soutien doit s'élargir, sous la direction du comité de coordination ou des comités de résidents locaux, et mobiliser les travailleurs français de façon large dans une juste aspiration à l'unité entre travailleurs français et immigrés.

Le comité de coordination organisé un grand rassemblement à la Mutualité fin octobre et nous engageons tous nos camarades et lecteurs à préparer dès maintenant le succès de ce rassemblement. La lutte continue jusqu'à la victoire.

A propos de lettres de lecteurs de Libération et de l'Humanité sur la question des femmes

A quel camp appartiennent ces journaux ?

Pratiquement le même jour, le quotidien «Libération» et «L'Humanité» publiaient chacun une lettre de lecteurs protestant contre les conceptions développées par ces journaux à propos «de la moitié du ciel», les femmes travailleuses.

Les lecteurs de «Libération» s'attaquent aux annonces douteuses, dignes du meilleur style du «Chasseur français». Quant à la lectrice de l'Humanité elle est indignée à juste titre que l'exhibition des candidates à l'élection de la «Reine de l'Humanité 76».

Et les lecteurs s'interrogent : «Est-ce là la conception juste ?» et de répondre : non ! Cette conception est celle d'un camp bien tranché dans notre société : celui du capital et de son idéologie. Nous partageons entièrement ce jugement, et nous voudrions aller plus loin.

Est-ce qu'un journal, quel qu'il soit, est au-dessus de ces camps ? est-ce qu'il peut être tantôt dans l'un, tantôt dans l'autre, ou bien encore, peut-il y avoir des articles de l'un et des articles de l'autre ? A notre point de vue, un journal, mis à part les qualificatifs il s'attribue, est le reflet de l'idéologie qui guide son orientation générale. Il n'y a pas de «bavures» dans l'idéologie. Inévitablement les conceptions bourgeoises, rétrogrades et réactionnaires apparaîtront ici et là, même si des efforts sont faits pour l'habiller de «rouge», de «libération» ou de «communisme».

Cela s'applique parfaitement aux journaux «Libération» et «L'Humanité» : deux journaux d'autant plus pernicieux que ceux qui les inspirent sont les champions du camouflage. Mais, tôt ou tard, le camouflage devient peau de chagrin.

Les extraits de lettre ouverte à «Libération» et à «L'Humanité» en sont un exemple vivant.

LETTRÉ OUVERTE A «LIBÉRATION»

«Blonde, yeux bleus et des jeans comme Jane Birkin». Dénoncer l'utilisation des femmes par Anisette et Pastis à la fête de l'Humanité, on en attend pas moins d'un journal qui «se bat contre les formes d'exploitation». On ne peut qu'approuver la conclusion de cet article de Libé du 14 septembre, page 4 qui accuse : «La libération des femmes c'est toujours ailleurs autrement plus tard, jamais ici et maintenant».

«Cherche nana sympa et sans tabous», «cherche jeune fille sympa ouverte, de préférence gaucho ou anar», «homme 29 ans, physiquement agréable, 1,71 m, 68 kgs, viril, recherche JF ou femme pour relations intimes, joindre photo si possible» (Libé du 11-12 septembre 76). Non seulement ce genre d'annonces n'apparaissait que dans les numéros du samedi, mais maintenant elles s'étendent sur les autres jours. Ex : lundi 13 septembre annonce 7834 : «Quelle petite caille sensuelle et marrante veut venir avec moi s'épanouir en Ardèche...» et on pourrait continuer.

Alors un mec seul le temps des vacances, d'un week-end ou simplement d'un Paris-Marseille... on écrit à Libé et puis...

Y'en a marre des annonces phallos ! La lutte des femmes, ça existe !

Quelle différence y a-t-il entre la fête de l'Humanité et les annonces de Libé «Chérie, je t'aime» (notez le «e» de chérie). Non seulement les femmes sont considérées comme objet mais en plus avec les annonces de Libé elles doivent être «cool», «hautement libérées», «émancipées», «marrantes», «compréhensives», «sensuelles» et surtout bien pilulées : bref tous les critères bourgeois de la petite femme moderne avec en prime la «Libération».

Il ne suffit pas de discuter de l'exploitation de la femme et de son oppression, sur les luttes qu'elles mènent dans les entreprises, les quartiers, sur la contraception et l'avortement, sur l'univers concentrationnaire de la famille, il faut que dans la pratique tout cela soit remis en question et la pratique de Libé, c'est aussi ses annonces «Chérie, je t'aime».

Alors de deux choses l'une : ou Libé accepte de retirer ses annonces phallos du samedi et des autres jours ou alors en ne voulant pas perdre une bonne partie de sa clientèle du samedi, Libé se situe clairement dans un camp qui n'a rien à voir avec celui dans lequel les femmes par leurs luttes se situent.

Signé collectivement
par des lectrices
et des lecteurs de Libé

Au courrier des lecteurs de «l'humanité» blanche

Dans un coin de son édition du 27 septembre 1976, l'«Humanité» blanche, organe central du faux parti communiste de Georges Marchais, a laissé passer la lettre d'une de ses lectrices qui fait part de ses réflexions quant à une «attraction» offerte aux spectateurs par les organisateurs de la «Fête de l'Huma» : «l'élection de Mademoiselle Fête 76».

Voici un extrait de cette lettre.

«J'ai lu dans l'«Humanité» du 17 septembre la lettre de Dominique et Françoise qui s'indignaient de ce qu'il y ait eu une «Mademoiselle Fête 1976» organisée par Pastis à la Fête du journal.

«Votre réponse ne m'a que partiellement satisfaite et à moins que vous ne jugiez qu'elle épuise le problème, considérez ma lettre comme sans objet, sinon voici ce que pour ma part j'y aurais ajouté. D'abord ceci : ce type de concours où la femme tout comme dans un comice agricole est assimilée à une bête dont les qualités se ramènent à la mensuration de la taille

ou à la courbe des hanches, est totalement étrangère à notre conception.»

(Assurément, ce genre d'attraction est complètement opposé à la conception de la lectrice de l'«Huma», tout comme il l'est à notre propre conception, mais assurément aussi cette conception n'est plus depuis longtemps celle des dirigeants du PCF, elle ne l'est plus, pour être plus précis, depuis que les dirigeants de ce parti en ont fait un parti révisionniste, un parti 100% bourgeois — Note de la rédaction HR).

«Ensuite, cela : ces «jeux» sont ceux d'une société où l'idéologie dominante est modelée par le capital, ils sont à son image.»

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

PÉKIN

Heures de Paris	Longueurs d'ondes
19h30-20h30	sur 45,7 et 42,5 m
20h30-21h30	sur 45,7 et 42,5 m
21h30-22h30	sur 45,7 et 42,5 m
22h30-23h30	sur 42,7, 42,4 et 45,9 m

TIRANA

Heures de Paris	Longueurs d'ondes
17h	sur 31 et 42 m
22h	sur 31, 42 et 215 m
23h30	sur 31, 41 et 206 m



Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA)

EXTENSION DE LA LUTTE CONTRE LE DEMANTELEMENT

Le capitalisme monopoliste sous l'impulsion de l'État se restructure pour faire face à une crise économique et politique qui s'aggrave. Le fait n'est pas nouveau. Après la SNCF, l'ORTF, ce sont les Pet T, divers ministères et des trusts nationaux comme Rhône-Poulenc qui poursuivent leur restructuration interne, fondée sur la préservation du taux de profit à moyen et long terme, sur l'accroissement de la rentabilité, l'introduction de techniques nouvelles et l'adaptation à une concurrence intercapitaliste acharnée. Nous voyons des secteurs industriels entiers comme la machine-outil, le textile ou l'imprimerie, disparaître en partie ou complètement. Des concentrations, des regroupements s'effectuent et se traduisent par des fermetures d'entreprises et des licenciements. Accroissement du chômage, multiplication des postes d'auxiliaires ou de travailleurs sous

contrat à durée limitée, suppression d'avantages acquis et répression antisyndicale accrue, voilà les principales conséquences qui frappent la masse des travailleurs dans le cadre de la restructuration capitaliste. Cette restructuration sur le plan économique s'accompagne de mesures politiques telles que la recherche d'une «entente et d'une collaboration entre les diverses classes sociales». C'est aussi l'occasion de voir s'affronter différentes fractions de la bourgeoisie qui proposent chacune leur solution miracle à la crise : plan Barre contre Programme commun.

Cet enjeu politique est aussi présent, qu'on le veuille ou non, dans la lutte que doivent mener la classe ouvrière et d'autres travailleurs contre les conséquences de ces restructurations.

Le Commissariat à l'énergie atomique emploie 26 000 salariés parmi lesquels des ouvriers, des techniciens et des ingénieurs. Un des secteurs du CEA est la direction de la production qui s'occupe du traitement et retraitement des combustibles radioactifs.

Le CEA est réparti en 17 centres sur l'ensemble du territoire. La direction de la production (DP) emploie quant à elle 7 700 salariés. Or, la direction du CEA vient de lancer une opération qui consisterait au transfert de la DP dans une filiale du CEA : la COGEMA. Cette filiale dont le statut est défini par un décret du 28 décembre 1972 est une société à capitaux d'État qui fait appel pour sa mise en fonctionnement à un capital de 8 milliards de nouveaux francs supplémentaires, mais dont l'État resterait le propriétaire majoritaire à 51 % des actions. Depuis quelques temps la COGEMA et en son nom l'administrateur PDG, Giraud, envoie des lettres-contrats d'embauche individuellement à tout le personnel de la DP. Les salariés ainsi sollicités sont tenus de répondre à ces lettres avant le 1er novembre 1976 pour certaines catégories et avant le 15 décembre 1976 pour d'autres.

Cette façon de procéder a pour but :

1) d'éviter toute concertation et réflexion collective du personnel pour défendre ses intérêts

2) de détourner la légalité bourgeoise elle-même et notamment le Code du travail. En effet, ce dernier précise (article 122-12 alinéa 2, article 132-7) qu'en cas de transformation juridique dans l'entreprise, les contrats de travail doivent être transférés avec les travailleurs à la nouvelle entreprise et poursuivent leur effet jusqu'à la conclusion d'un accord d'entreprise négocié, ou à défaut pendant un an. Or, le statut des travailleurs de la COGEMA existe, paraît-il, mais n'a

jamais été porté à la connaissance de ceux que les patrons veulent y transférer.

LA GREVE

Devant cette situation inacceptable qui menace l'emploi, la sécurité et les avantages acquis, le personnel du centre CEA de la Hague (près de Cherbourg) est entré en grève depuis le jeudi 16 septembre. Le centre de Miramas s'est mis en grève le lundi 20 septembre et Marcoule s'apprete à faire de même. Samedi 25 septembre une manifestation nationale a eu lieu à

de la COGEMA refusent toujours d'entendre les revendications. Une seule solution s'impose, c'est de poursuivre la lutte

1) contre les mutations arbitraires et pour l'arrêt immédiat des lettres d'embauche.

2) contre la déqualification future comme l'ont montré les exemples de démantèlement précédents (celui des secteurs informatiques du CEA par exemple)

3) pour l'obtention d'une convention collective pour tout le personnel des industries nucléaires avec comme minimum la convention de travail du CEA



Un millier de travailleurs du CEA manifestaient le 25 septembre à Cherbourg.

Cherbourg rassemblant les 800 salariés du centre de la Hague mais aussi des délégations de tous les autres centres en signe de solidarité avec eux. Des travailleurs ont brûlé symboliquement les contrats d'embauche à la COGEMA qu'ils venaient de recevoir en signe de refus de tout chantage et pour manifester leur volonté de s'y opposer collectivement. Malgré ce début de mobilisation la direction du CEA et

4) pour une meilleure sécurité du travail.

A PROPOS DE LA DENATIONALISATION UNE DIVERGENCE DE FOND

Cependant aujourd'hui, les organisations syndicales à l'échelon national donnent comme axe à leur propagande : la lutte contre la priva-

tisation du CEA. C'est là un signe de la politisation du conflit. C'est absolument évident qu'un tel affrontement de classe avec l'État-patron, dans le contexte actuel surtout, a une dimension politique.

Mais les graves illusions qui consistent à propager que le méfait majeur pour les travailleurs vient d'un passage de l'entreprise du secteur nationalisé au secteur privé doivent être combattues. Elles sont propagées par les partisans de l'Union de la gauche qui cherchent à opposer leur programme à celui des partis au pouvoir. Mais comment peut-on soutenir que les entreprises nationalisées sont bonnes pour les travailleurs ou le public ? La recherche de la rentabilité, source de la restructuration actuelle de l'industrie, n'est-elle pas commune à toutes les entreprises ? Et ce sont bien souvent les entreprises nationalisées qui donnent l'exemple dans ce domaine comme nous le rappelions ci-dessus. Est-ce que dans les entreprises nationalisées on n'a pas développé l'embauche de milliers d'auxiliaires (Éducation nationale) et de travailleurs sans contrat sans aucune garantie d'emploi. Les conditions de salaire et de travail sont les mêmes à Renault pour l'essentiel que dans toute l'industrie auto-

mobile privée. Et s'il y a quelques acquis supérieurs dans le statut des entreprises nationalisées, l'expérience de la lutte des classes nous apprend que cela est le résultat du rapport de force entre la classe ouvrière de ces entreprises et l'État-patron, que c'est le fruit de luttes de grande ampleur et non le résultat d'une situation d'entreprise nationalisée.

La restructuration s'impose à tous les capitalistes, et à l'État ; sans changement de système, sans prise du pouvoir par la classe ouvrière il ne saurait y avoir de modification à cette situation. Est-ce que les travailleurs doivent être les arbitres entre gestionnaires capitalistes pour choisir le meilleur plan de restructuration ? Plus ou moins de nationalisations ? Certainement pas, en partant de leurs intérêts, ils doivent s'organiser et agir pour arracher des concessions au patronat et au pouvoir, et aussi combattre les illusions réformistes, qui ont pour but de les maintenir sous le joug de l'exploitation capitaliste. Reprendre les mots d'ordre de «non à la privatisation» ou ne pas les combattre politiquement c'est faire le jeu des politiciens bourgeois qui cherchent à utiliser les luttes revendicatives des travailleurs comme pions dans leur rivalité avec d'autres partis bourgeois.

école

GREVE DES ENSEIGNANTS ET DES SURVEILLANTS DANS UN LYCEE CORSE

Le personnel des services de surveillance et les professeurs du lycée Pascal Paoli à Corte ont engagé lundi matin une grève illimitée pour protester contre les conditions de travail dans cet établissement. Le personnel de ce lycée estime entre autres que les locaux sont insuffisants : le lycée Pascal Paoli reçoit en effet 850 élèves répartis en 19 classes alors qu'il en faudrait 34.

Les grévistes exigent par ailleurs qu'il soit procédé à un aménagement des horaires.

GREVE DANS UN CES D'ORLY CONTRE UN LICENCIEMENT

Les enseignants du collège d'enseignement secondaire Dorval à Orly se sont mis en grève lundi matin pour s'opposer au licenciement d'une maîtresse auxiliaire d'éducation physique. Ils ont déclaré qu'ils ne reprendraient pas le travail avant d'avoir reçu l'assurance écrite que leur collègue sera réembauchée à ce poste.

OCCUPATION D'UN CENTRE AUDIO-VISUEL A NICE

Les 65 enseignants d'une association niçoise de formation permanente, «L'unité méditerranéenne d'éducation permanente», en grève depuis juin dernier ont occupé les locaux du centre audio-visuel de cette association. Ils réclament le paiement intégral des salaires dus aux stagiaires et aux vacataires pour les mois d'avril et de mai et la réembauche du personnel licencié.

Amis lecteurs aidez-nous achetez toujours L'Humanité rouge dans le même kiosque

Péchiney Ugine Khulman

FERMETURE D'UN ATELIER A LA MADELEINE

La direction de l'usine de La Madeleine PUK, (produits chimiques) vient d'annoncer la cessation de la fabrication des engrais ternaires à la Madeleine.

Ce secteur employait 100 personnes pour lesquelles pèsent de graves menaces de licenciement. Cette fermeture pourrait amorcer celle plus ou moins proche de toute l'usine.

Après la fermeture de l'usine de Wattrelos, cette nouvelle décision marque la volonté des dirigeants du puissant trust de liquider totalement les usines de produits chimiques PUK du nord de la France, jugés «vétustes» et peu rentables pour ces chercheurs de profit maximum.

Les travailleurs de PUK-La Madeleine sont décidés

à répliquer fermement à cette mesure.

Pas un seul licenciement à PUK-La Madeleine !

Unité et solidarité des travailleurs de PUK contre la politique du trust !

Luttons classe contre classe !

Correspondant HR



la France des luttes

QUAND LES PATRONS VEULENT JUSTIFIER LA DICTATURE DU GRAND CAPITAL

(Suite de la p. 1)

La déclaration de guerre entre bourgeoisie et prolétariat ne date pas d'aujourd'hui. Cependant, en gagnant l'appui des dirigeants révisionnistes et réformistes, la bourgeoisie a cru pouvoir endormir la volonté de lutte de la classe ouvrière — elle y a partiellement réussi pendant un temps — mais comme l'avoue Ceyrac lui-même, aujourd'hui ce n'est plus suffisant. On a d'ailleurs pu voir que tout en appelant à la collaboration de classe, la bourgeoisie utilisait la répression d'une manière de plus en plus systématique, et la crise du système capitaliste accentue les contradictions de classe.

LES CHANTRES DE LA LIBERTÉ D'EXPLOITER

Le thème central du texte de Ceyrac c'est « La liberté d'entreprendre et de gérer » qui selon lui « est le signe visible et la garantie d'une société de libertés » ! C'est tout un poème ! En somme il cherche à concurrencer la dite « Charte des libertés » du PCF qui elle aussi indique qu'avec la « gauche » au pouvoir les patrons pourront continuer d'exploiter les travailleurs. Pour faire bonne mesure, le Programme commun enrobait ça de miel. Dans le paragraphe intitulé « La gestion démocratique du secteur public et nationalisé » (p. 110), il est écrit : « Le changement — en droit et dans les faits — des FORMES (1) de la propriété rendra possible, dans le secteur public, un large développement de la participation des travailleurs et de leurs organisations à la direction et à la gestion des entreprises nationales. »

Pour défendre la liberté

des exploités, Ceyrac écrit : « La liberté des citoyens est fondée sur l'équilibre des forces composant la société. » Telle est la condition d'une authentique démocratie, car il ne saurait exister de démocratie sans tension féconde entre pôles d'influence, sans PARTAGE DU POUVOIR (2), sans pluralisme, sans protection des diversités et des minorités.

« Le patronat constitue un élément nécessaire de l'équilibre des forces dans la France d'aujourd'hui et il apparaît à ce titre comme un élément nécessaire de la liberté. »

Le patronat gérant des libertés, on aura tout vu ! Mais il s'empresse d'ajouter qu'il s'agit de la liberté d'entreprendre, c'est-à-dire d'exploiter. Car c'est bien lui qui fait trimer des millions de travailleurs et en tire le bénéfice (d'autant plus grand lorsqu'il s'agit de monopoles). Il dirige les entreprises en fonction de ses profits et donc de la concurrence entre firmes capitalistes — pour tirer le maximum de profits. L'Etat lui-même — qui cherche à développer tel secteur en éliminant tel autre, en fonction de ses besoins — est subordonné aux monopoles. Que représente pour eux la classe ouvrière dans tout ça ? Une masse de main-d'œuvre à bon marché, c'est tout. La liberté pour la classe ouvrière de pouvoir manger à sa faim, d'être logé et vêtu correctement, etc., ça c'est secondaire par rapport à leurs profits. En somme ils conçoivent la liberté pour la classe ouvrière comme étant subordonnée à leurs profits, et à leur bon vouloir ; cela montre bien que la classe ouvrière est obligée de se battre pour conquérir ses droits.

Or Ceyrac lui brosse un

tableau du patronat qui est un véritable sommet dans le mépris de la classe ouvrière, car c'est elle qui construit tout et non les parasites qui la regardent travailler : « Il se confond avec la nation » (il s'agit en effet de la France capitaliste), « c'est une catégorie sociale ouverte et non une caste, une classe » (s'il ne constitue pas une classe à part, il n'en est pas moins une des principales composantes de la classe bourgeoise). Alors que le patronat s'engraisse sur le travail des ouvriers, Ceyrac prétend qu'il « a réussi en quelques années, à faire d'un pays protectionniste et faiblement industrialisé, le 4e exportateur du monde, tout en multipliant par 3 le pouvoir d'achat des salariés (1). Il assume la part la plus importante de l'effort technologique (3). Il est un élément moteur, peut-être le plus important (!), par ses initiatives comme par son réalisme, des transformations économiques et sociales de la France. »

Pour couronner le tout, Ceyrac écrit que le patronat est « populaire » (!), que le patronat « est le moyen le plus sûr de promotion — d'abord pour les pauvres ! » — cela « sur le fondement de l'effort et du mérite personnels ». En somme celui qui veut être patron peut y arriver s'il est capable. Nous nous disons, forts de l'exemple de la dictature du prolétariat en Chine et en Albanie, que le prolétariat s'émancipe et se libère en détruisant la machine d'Etat capitaliste. Sous la dictature du prolétariat il n'y a plus de patrons (et donc plus d'exploiteurs), ce sont les prolétaires qui sont les maîtres.

A suivre.

Notes :

(1) Souligné par nous, car cela montre qu'ils veulent aménager le capitalisme, que les capitalistes soient toujours les possesseurs des moyens de production et non le prolétariat. Et quelques mois après ils font plus ni moins l'apologie de la collaboration de classes : ils disent que les ouvriers pourront participer à la gestion, c'est-à-dire en fait à leur propre exploitation.

(2) Souligné par nous. Cela montre que PCF-PS-RDG et CNPF c'est bonnet blanc et blanc bonnet quand il s'agit de gruger le peuple. De plus, les révisionnistes et leurs alliés disent être pour « l'alternance démocratique », c'est-à-dire que chaque clique bourgeoise peut exercer le pouvoir à tour de rôle en respectant « l'opposition ».

(3) Dans le seul but d'augmenter ses profits. Sous la dictature du prolétariat — telle en Chine et en Albanie — les ouvriers font des milliers d'innovations techniques mais cela sert à la grande masse du peuple.

COMMUNIQUE DU COMITE DE DEFENSE DE LA VALLEE DE NAUSSAC



18 SEPTEMBRE 1976
1e COUP DE BARRE
A NAUSSAC

Un arrêté d'occupation provisoire est sorti le 4 septembre 1976, autorisant la Somival à commencer les travaux de compactage dès le début de l'automne mais les expertises des terrains de l'exploitation de l'ouvrage avaient été refusées par les propriétaires. La Somival avait donné rendez-vous à tous les propriétaires pour le samedi 18 septembre à 13 h 30.

Les paysans décidèrent de montrer leur opposition en barrant les routes pour empêcher la Somival de venir sur l'implantation de l'ouvrage. Mais les représentants de la Somival étaient escortés de 4 cars de gardes mobiles qui frappèrent et blessèrent 5 paysans pour parvenir sur le terrain.

Alors, sur le lieu de l'ouvrage, les paysans se sont regroupés et ont contraint les représentants de la Somival à partir. Plusieurs dizaines de tracteurs plusieurs centaines de personnes ont ensuite défilé à Langogne en scandant : « Gardarem Naussac », « Crespin démission », « CRS assassins », « Giscard : coup de Barre ».

Une prise de parole termina la manifestation vers 18 h, dénonçant la violence du pouvoir face à la légitime défense des paysans de Naussac voulant vivre et travailler au pays.

DEPUIS LE RASSEMBLEMENT DES 7 ET 8 AOUT 1976 A NAUSSAC, LES CHOSES EVOLUENT TRES VITE

— 1 au 14 septembre : enquête parcellaire pour délimiter les terrains pris par le barrage, et envoi des documents aux paysans concernés sur Langogne.

— 3 septembre : visite de la Somival chez quelques propriétaires pour leur demander de céder à l'amiable quelques ares de terre pour commencer les travaux de compactage, mais la Somival se heurta à une réponse négative.

— 4 septembre : arrêté d'occupation provisoire d'exploitation d'une carrière sur l'emplacement de l'ouvrage.

— 11 septembre : à la préfecture de Mende, M. Baltazar, chef de cabinet du préfet, se montre optimiste quant au déroulement des travaux. Au sujet de Naussac, il déclare : « Depuis que le décret d'utilité publique est paru au mois de février, les choses suivent leur cours. Le décret de concession a nommé la Somival responsable de la construction et des études complémentaires sont engagées à l'heure actuelle. Les travaux devraient commencer sur le site même du barrage d'ici à trois semaines. »

— Mi-septembre : Somival envoie un document de 15 pages sur le canton de Langogne et dans les mairies, intitulé : « Somival s'adresse aux Lozériens concernés par le barrage de Naussac ».

Ce document veut établir soi-disant la vérité « dans l'intérêt des personnes

véritablement concernées » suite aux campagnes d'information que nous avons menées.

Ajoutons que dans ce document, il est dit que :

Les travaux du barrage vont commencer.

Les travaux préparatoires à l'automne 1976 (essais d'enrochement et décapage sur la future implantation du barrage.)

Travaux définitifs au printemps 1977.

— 14 septembre : fermeture de l'enquête parcellaire à la mairie de Langogne. 80 agriculteurs se sont mobilisés pour aller protester, mais le commissaire enquêteur était absent et le registre d'enquête avait « disparu » avec la complicité de la mairie et de la gendarmerie. Les paysans firent faire un constat et ensuite brûlèrent leurs dossiers devant la mairie.

— 15 septembre : visite de Jean Royer (maire de Tours) à Naussac, déclarant qu'il allait faire arrêter le début des travaux (?)

— 18 septembre : samedi 13 h, venue de la Somival escortée de 4 cars de gardes mobiles de Lodève et d'un bulldozer.

— Bilan : 5 paysans blessés. La Somival n'ayant pu effectuer sa mission, c'est au tribunal administratif de prendre la décision.

— Jeudi 23 septembre : la Somival a envoyé une circulaire indiquant que les estimations seraient faites par un expert et un avocat. Mais on ne connaît pas la date.

APPEL DU COMITE DE DEFENSE DE LA VALLEE DE NAUSSAC

L'intervention des gardes mobiles ne nous a pas fait changer d'avis mais nous a renforcés pour lutter jusqu'au bout, quoi qu'il en coûte. A Naussac, il n'y a rien à négocier, une décision reste à prendre :

ANNULER LE DECRET D'UTILITE PUBLIQUE

Si le pouvoir ne veut pas tenir compte de notre volonté de « vivre et travailler au pays », il prend le risque de provoquer des incidents comme en Corse ou dans le midi viticole.

A cette occasion, nous demandons à tous ceux qui étaient présents au rassemblement des 7 et 8 août comme à ceux qui étaient absents mais qui soutiennent l'action des paysans de Naussac, de se préparer à revenir très nombreux pour empêcher les travaux, et respecter l'engagement pris lors du rassemblement. En effet, à notre premier appel c'est par milliers qu'il faudra revenir à Naussac pour empêcher la réalisation de ce projet absurde et faire reculer le pouvoir qui bafoue la volonté des paysans de la vallée de Naussac et des habitants de la région.

Comité de défense de la vallée de Naussac
Briges

48 600 Grandieu

Tel : 16-66-33.02.73

La Faucille

JOURNAL PAYSAN DES COMMUNISTES MARXISTES LÉNINISTES DE FRANCE



Le deuxième numéro de septembre vient de paraître sur quatre pages grand format.

Dans ce numéro, une place importante est consacrée à l'œuvre révolutionnaire du président Mao Tsé-toung, notamment sur la question paysanne. Une page photo retrace le rôle du président Mao dans le mouvement paysan chinois et l'édification des campagnes socialistes.

Une place importante est également consacrée à la campagne engagée par les marxistes-léninistes contre les conséquences de la sécheresse et pour le soutien aux ouvriers agricoles et aux petits paysans.

Le prix du numéro : 2 F.

Passez vos commandes dès maintenant à l'adresse de l'Humanité rouge.



ACCIDENTS DU TRAVAIL

Encore des crimes du capital !

Mardi 21 septembre, monsieur Perez, 55 ans, ouvrier sur une ligne de refondage de l'entreprise Bourdeau-Gueudot de Drancy, filiale d'Usinor, a été happé et déchiété par une machine à refondre les bobines de tôle. Il laisse une femme et deux enfants. Il travaillait à une opération dangereuse sans aucun système de sécurité même élémentaire et dans une position acrobatique.

La direction avait été obligée il y a plusieurs années de renoncer à cette opération sous la pression des travailleurs. Mais il y a quelques mois elle avait donné l'ordre aux chefs d'équipe de la faire effectuer de nouveau, ceci bien entendu pour des raisons de rentabilisation, après être devenue filiale du trust Usinor.

Le 20 septembre l'usine avait été visitée par l'inspecteur de la Sécurité sociale chargé de la sécurité qui n'avait relevé aucune infraction. Il faut dire aussi que comme par hasard la ligne de refondage ne fonctionnait pas durant sa visite.

Jeudi 2 septembre, à la Tour-du-Pin, un chantier, celui de la couverture de la Bourbre a été le théâtre d'un accident mortel du fait de l'effondrement d'une ancienne digue. Un homme de 50 ans, Joaquim Olivera, père de 6 enfants dont le dernier a tout juste six ans, a péri. Un accident semblable s'était déjà soldé par une jambe cassée il y a plusieurs mois. Il n'a cependant pas amené les responsables du chantier à prendre plus de précautions ! Pourtant on savait que la digue avait été rendue fragile : lorsqu'on

avait arraché les platanes ; puis lorsqu'on l'avait raccourcie à coups de godets — de 60 à 80 cm pour la niveler avec la route — ; puis encore lorsqu'on avait creusé le lit de la Bourbre pour installer les ferrailles de la nouvelle digue ; et enfin avec les pluies diluviennes qui s'étaient abattues sur la région.

LA COURSE AU PROFIT

Au moment où le gouvernement et les patrons ont recours à de multiples déclarations à la presse ou à la télé pour faire croire aux travailleurs qu'ils font tout pour améliorer les conditions de travail, l'hygiène et la sécurité, ces faits viennent leur apporter un démenti cinglant. D'ailleurs il suffit de citer les dernières statistiques d'accidents du travail pour se rendre compte à quel point ceux-ci représentent un fléau social. En 1974 la Caisse nationale d'assurance maladie a compté 1 154 376 accidents du travail pour 13 575 719 salariés travaillant sur le territoire français, chiffre qui est d'ailleurs en augmentation de 1,45 % sur celui de 1973 tandis que la gravité moyenne des accidents a augmenté.

En vérité la course au profit est incompatible avec la sécurité des travailleurs. Le nombre d'accidents mortels du travail se chiffre, parmi les seuls travailleurs affiliés au régime général, à 2 496 en 75 ce qui représente une augmentation de 18% par rapport à l'année d'avant. Un million d'ouvriers actifs en moins, mais 400 accidents du travail mortels en plus, cela reflète fidèlement

la façon dont les capitalistes comptent se tirer de la crise : en jetant sur le pavé un grand nombre d'ouvriers et en intensifiant sans aucun souci pour leur sécurité le travail des ouvriers qu'ils continuent à exploiter !

Ainsi l'exploitation capitaliste, en augmentant les cadences, en réduisant au minimum le nombre d'ouvriers nécessaires pour effectuer une tâche donnée, rend inévitable de tels accidents. On peut même dire sans exagérer que les capitalistes, directeurs d'usines et autres PDG organisent les accidents du travail par les mauvaises conditions dans lesquelles ils obligent les ouvriers à travailler.

LA JUSTICE DE CLASSE

Les capitalistes sont donc responsables d'homicides avec préméditation. Ainsi un collègue de travail de Raimond Perez explique qu'à l'usine de Drancy « travailler sous la tôle en mouvement c'est travailler sous une véritable guillotine », et le juge d'instruction de Bobigny lui-même a été obligé de reconnaître : « C'était le type même de poste où la plus petite faute de l'ouvrier devait fatalement entraîner une catastrophe ».

Mais pour ceux qui gouvernent notre société ou leurs fondés de pouvoir le crime n'est jamais du côté des capitalistes. On se souvient que les rares fois, l'année dernière, où un juge a voulu incarcérer un PDG inculpé, celui-ci a été rapidement libéré sur intervention des plus hautes instances du régime... tandis que c'est le juge lui-même qui se trouvait mis en accusation. Ainsi le juge Charette avait été violemment attaqué par son ministre de la Justice parce qu'il avait osé mettre un PDG en prison.

Où irait la justice de classe si les magistrats se mettaient à traduire en justice les capitalistes et non plus les gens du peuple. La bourgeoisie a mis le holà à des pratiques aussi « scandaleuses » et le juge chargé de l'affaire a parfaitement compris les propos du nouveau ministre de la Justice Guichard demandant aux magistrats de faire preuve de compréhension en matière d'accidents du travail et assurant les patrons qu'il saurait user de « persuasion » : il a inculpé Jean-Marc Boudier, le directeur de l'usine, d'homicide involontaire, et l'a assigné à résidence ! Cette justice de façade ne trompera personne.

informations générales

Le docteur Margerie examiné par de nouveaux experts

Le Dr Margerie est l'ami de Maria Syricos, la jeune femme grecque qui a tué un inspecteur du commissariat du 13e arrondissement à Paris pour se venger qu'il l'ait violée.

Le 14 août dernier il avait été déclaré fou et interné à l'hôpital psychiatrique de Villejuif après avoir mis le feu dans les combles de l'Hôtel-Dieu où Maria Syricos était hospitalisée. 2 « éminents experts » l'ont déclaré en état de démence et la presse s'est longuement interrogée sur les raisons de son acte.

En fait Maria Syricos n'était pas hospitalisée comme on l'est habituellement. Elle était enfermée dans la salle Cosco de l'Hôtel-Dieu, salle très spéciale où les malades sont soignés sous surveillan-

ce policière... On a même vu des malades dans un état très sérieux y être surveillé nuit et jour par deux policiers.

Si le Dr Margerie a mis le feu dans les combles de l'hôpital ce n'est pas par folie pure et simple mais dans l'espoir de créer une panique capable de faciliter l'évasion de son amie. Il a d'ailleurs parlé de façon apparemment normale au juge Vernier venu le visiter à Villejuif, a reconnu son identité qu'il avait voulu cacher aux médecins, a indiqué qu'il s'estimait entièrement responsable de ses actes et qu'il serait son propre défenseur devant la justice. Cette attitude a conduit le juge Vernier chargé de l'affaire à désigner trois experts supplémentaires.

Le rassemblement de nazillons à Lupé n'a pas eu lieu

Les émules d'Hitler n'ont pas pu se rassembler dimanche dernier à Lupé dans la Loire ; c'est là le résultat de nombreuses protestations d'antifascistes.

Déjà, la semaine dernière, à Wurtzbourg en Bavière, des nazillons allemands et européens avaient eu des difficultés pour tenir leur rassemblement devant les manifestations d'antifascistes sur place.

En France, à Lupé, une poignée de nostalgiques de la division SS « Charlemagne »,

avaient prévu de se rassembler pour « célébrer » la mémoire du « comte Mayol de Lupé » aumônier de la division SS « Charlemagne », connu pour son fanatisme et sa barbarie, notamment contre le peuple soviétique.

Cette division avait été créée par Doriot, chef du PPF qui collabora avec le régime nazi durant toute l'occupation.

Craignant une riposte massive contre ce rassemblement provocateur, le préfet a été contraint de l'interdire.

ETUDIER LES CLASSIQUES DU MARXISME-LENINISME

Les éditions du Centenaire ont mis en vente cet été deux ouvrages qui répondront à l'attente de tous les marxistes-léninistes. Tous deux traduits du chinois, ces ouvrages offrent sous une forme simple un matériel d'éducation marxiste-léniniste et un instrument de critique du révi-

sionisme. Nous en recommandons vivement l'étude à tous nos lecteurs.

L'IMPÉRIALISME AUJOURD'HUI... 19 francs
ETUDIUMS L'ECONOMIE POLITIQUE... 22 francs

REUNION PUBLIQUE A LORIENT EN HOMMAGE AU PRÉSIDENT MAO TSÉ-TOUNG

à l'occasion du 27e anniversaire
de la fondation de la RPC

VENDREDI 1er OCTOBRE A 20 h 30

Cité Salvador Allende, salle 5

à l'appel des communistes
marxistes-léninistes de l'Humanité rouge.

Le tome 19 des œuvres d'Enver Hoxha est disponible aux éditions NBE.

Nos lecteurs grecs pourront le trouver traduit en grec aux éditions « Poreia ».

Note de l'administration

L'administration du journal fait savoir :

— Étant donné la hausse des tarifs postaux qui augmentent de 0,30 F chaque envoi sous pli fermé, nous sommes obligés d'augmenter à partir du 1er octobre les abonnements sous pli fermé et les portons à :

- 70 F au lieu de 60 F pour un mois
- 210 F au lieu de 180 F pour 3 mois
- 420 F au lieu de 380 F pour 6 mois
- 210 F au lieu de 180 pour 3 mois

POUR ETUDIER
LES CLASSIQUES
DU MARXISME LENINISME

Traité sur l'impérialisme, stade suprême du capitalisme



L'IMPÉRIALISME AUJOURD'HUI

Texte traduit du chinois et édité par

E 100

EDITIONS DU PEUPLE
SHANGHAI
DÉCEMBRE 1975

Connaissance de base de l'économie politique tome 1

ETUDIUMS L'ECONOMIE POLITIQUE

Texte traduit du chinois et édité par

E 100



culturel

littérature

Il faut créer des œuvres révolutionnaires au service du peuple

L'existence d'une littérature destinée aux masses populaires a toujours joué un grand rôle dans leur prise de conscience révolutionnaire. Toutes les révolutions ont eu des écrivains, tels Gorki ou Lou Sin, qui mettaient en scène la vie des simples gens, suscitaient la révolte contre les oppresseurs, mettaient en valeur les qualités du peuple et l'aidaient à résoudre ses propres contradictions.

La littérature joue un rôle révolutionnaire en opposant au niveau le plus quotidien, le plus vivant, les

contradictions entre le peuple et ses exploités et les contradictions dans le peuple même et surtout en montrant comment ces différentes contradictions peuvent être résolues.

Nous aurions pu publier en feuilleton des œuvres révolutionnaires anciennes «qui ont fait leurs preuves» ou des textes chinois et albanais. Mais quelle que soit la valeur de ces œuvres, elles font référence soit à des réalités concrètes — aujourd'hui dépassées — soit à d'autres pays. Par contre, il y a aujourd'hui en France

très peu d'œuvres révolutionnaires littéraires destinées aux masses populaires ; or nous affrontons des situations très nouvelles. Citons en vrac : les nouvelles formes d'exploitation capitaliste, l'existence d'un prolétariat immigré important et surtout le révisionnisme moderne. Cela nécessite la naissance d'une littérature nouvelle liée aux nouvelles réalités. Mais plutôt que d'attendre l'apparition d'un «génie littéraire», nous préférons faire appel à la riche expérience du peuple. Il y a chez bien des ouvriers et des paysans de quoi écrire de gros volumes et la vie de bien des gens du peuple est à elle seule un roman.

Aussi nous appelons nos lecteurs qui ont déjà de tels textes dans leurs tiroirs à nous les faire parvenir. S'ils ont des idées, qu'ils prennent la plume et rédigent des nouvelles, des contes, des reportages, des romans. Nous nous proposons désormais de publier de tels textes. Disons enfin que plus les formes littéraires seront variées, mieux ce sera : du quasi-reportage à la fiction la plus libre, d'un instant de la vie d'un homme ou d'une femme à toute l'histoire d'un peuple.

A partir d'aujourd'hui et ceci pendant à peu près un mois, nous commençons la publication d'une nouvelle, «un début à tout». Il va sans dire que nous attendons aussi des critiques à propos des textes publiés afin d'élever peu à peu le niveau des œuvres en engageant des débats. Signalons enfin que nous réservons une place à part à la poésie qui fera par la suite l'objet d'une campagne.

Télévision

Un marxiste-léniniste d'origine juive nous écrit La bonne conscience de l'impérialisme

Jeudi soir, aux Dossiers de l'écran sur la deuxième chaîne, est passé le 3e volet du film américain «QB VII», suivi d'un débat avec des anciens déportés.

Le film : le procès en diffamation intenté par un médecin tortionnaire des camps nazis camouflé en «honnête bourgeois» anglais, contre un écrivain sioniste américain qui l'accusait, dans un livre, d'avoir participé activement aux «expériences» médicales dans un camp de la mort.

débat qui suivit, les témoignages des rescapés de la bête fasciste ont été bouleversants. J'ai pleuré avec cette femme, qui pourrait être ma mère et qui essayait de se maîtriser pour décrire les injections de poison qu'on lui fit subir avec sa compagne, présente également au débat. Je me suis honnêtement indigné d'apprendre que tant de ces assassins sont aujourd'hui confortablement installés en Allemagne de l'Ouest — ou ailleurs —, bourgeois arrogants et repus, profitant

Le débat va continuer le film en enterrant la recherche du pourquoi. Pour les uns c'est la folie sadique (mais alors pourquoi le régime en France n'est-il pas nazi, puisqu'il y a des fous sadiques en France ?). Pour les autres c'est la logique propre du régime nazi, y compris ses besoins économiques. L'explication est plus solide mais quelle est la cause de cette logique inhumaine ? Bien entendu, aucun déporté marxiste-léniniste n'était présent qui aurait pu expliquer que le responsable, le ventre qui accoucha et qui accouche encore de la bête immonde, est le système inhumain de l'impérialisme, stade suprême du système capitaliste mondial, stade de la dégénérescence, du pourrissement de ce système qui, pour se maintenir en sursis, n'a d'autre recours que la guerre, le fascisme et la barbarie la plus noire.

Cette première phase où l'on noie le poisson est prétexte à l'ignoble : utiliser le calvaire des juifs pour justifier froidement le sionisme, c'est-à-dire le fascisme lancé contre le peuple palestinien. Oh, ne vous effrayez pas ! Le peuple palestinien, son calvaire actuel, sa situation de «juif des sionistes», on n'en a pas dit un mot dans cette émission. Palestine ? Connais pas.

Je pense, moi qui suis un jeune marxiste-léniniste d'origine juive, que le véritable respect des victimes du nazisme est du côté de ceux qui combattent les tortionnaires actuels et non du côté des manipulateurs qui essaient de tromper les peuples en drapant l'écrasement du peuple palestinien dans le sang des 6 millions de juifs martyrs des camps.

Je pense que l'utilisation du génocide nazi par le sionisme pour justifier sa propre oppression du peuple palestinien doit être considérée par tous les juifs comme une tartufferie ignoble à combattre pied à pied.

C'est un combat difficile, mais comparé à l'héroïsme quotidien de ceux qui résistaient dans les camps, c'est une bien petite tâche. Il faut résister au sionisme, le combattre et le démasquer pour ce qu'il est : une nouvelle face du fascisme et du racisme.

(1) Rappelons que la quasi-totalité des criminels nazis capturés par l'Armée rouge soviétique de Staline furent fusillés sur le champ, d'où la frénésie des nazis d'aller, à l'époque, se «mettre sous la protection» des impérialistes américains.



«Les millions sont derrière moi». Ce photomontage de John Heartfield montre très bien, à travers le salut ignoble d'Hitler et son œuvre d'assassin, que sans capitalisme, le fascisme n'existerait pas.

Première apparence : une telle émission semble une bonne chose pour rappeler aux jeunes qui ne l'ont pas connue ce qu'est la barbarie nazie. De fait dans le procès et surtout dans le

d'une retraite «bien méritée» (1).

Mais, tant il n'est rien qui ne soit marqué par la lutte des classes, au cours du film et du débat se sont peu à peu fait jour les intentions politiques sous-jacentes : d'abord cacher au maximum les véritables responsables de l'horreur nazie, ensuite — et dans la foulée — faire l'apologie du sionisme. Pour atteindre la première cible, on vous mitonne un film où tout sera centré sur l'affrontement entre deux hommes : le tortionnaire, au caractère torturé, et l'écrivain, le justicier juif, sioniste, qui roule en Rolls et des mécaniques (jusque dans les camps de concentration nazis qu'il visite !). C'est le genre de héros avec lequel l'Occident impérialiste se fait une bonne conscience pour ses méfaits passés (le génocide des juifs, de certains peuples et la complicité des démocraties bourgeoises) et actuelles (la déportation et le massacre des Palestiniens, entre autres peuples).

Un début à tout Une nouvelle de Dominique Pagelle

A 7 heures Michel quitta la cinquième usine de la journée, le cinquième bureau d'embauche, le cinquième chef du personnel. Comme presque tous les soirs depuis bientôt six mois il se remémora toutes les belles gueules de «Monsieur le directeur adjoint» à ceci ou à cela, suffisantes et butées, puis il se hâta de les oublier.

Il était aussi fatigué qu'après une journée de travail. Depuis quelques jours le désespoir commençait à le gagner. L'air était tiède. Les petits nuages ronds de beau temps rosissaient. Le soleil couchant couvrait de reflets chauds les toits enchevêtrés de Roubaix, et les fenêtres lançaient des éclats de lumière sans force.

Depuis six mois, presque chaque jour, la place était déjà prise ou ses qualifications prétendues insuffisantes... de 8 heures du matin à 6 heures du soir. Il marchait en pensant sans but. Les visages et les noms étaient oubliés mais il se souvenait des faits comme si c'était hier : la grève ; le débrayage, seul de l'atelier ; l'échec ; puis quinze jours où deux contremaîtres l'ont traqué comme une bête : toujours sur son dos, à l'exciter, à guetter la faute. Enfin son poing précis et libérateur, en plein sur le museau du plus féroce. Evidemment c'est pas un motif valable... indéfendable... alors les indemnités de chômage...

Il avait l'impression d'être une sorte de vagabond déambulant à longueur de jour d'usine en usine. Si fier, à vingt ans, d'avoir une femme à nourrir, elle le nourrissait maintenant depuis cinq mois.

La pauteur du canal, qui accompagne toujours la belle saison, lui dit qu'il avait fait du chemin. Il longeait le quai, et de l'autre côté de lui ce long mur de briques sales. Des enfants qui jouaient semblaient entrer et sortir du mur. Ils ne faisaient qu'entrer et sortir de chez eux, à cloche-pied le long d'une rigole d'eau de vaisselle qui coulait directement dans le canal. Une voix de femme les houspillait :

«Attendez un peu ; vous allez voir la volée».

(A suivre)



Pour la correspondance
avec le journal

téléphonez au : 607-23-75

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN
NE LE JETEZ PAS!
DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!

L'Humanité Rouge

JUIN 1976

UNE SEMAINE DE GREVE A L'USINE GUILLOUARD (NANTES)

La lutte pour l'unité de classe dans une entreprise en grève

Cette usine de métallurgie de 400 ouvriers est réputée dans la région pour l'intense exploitation qu'y subissent les ouvriers.

Qu'on en juge : aucune augmentation du pouvoir d'achat depuis 2 ans pour les travailleurs ; la plupart des femmes (2/3 de l'usine) doit vivre avec 155 000 AF net par mois ; insécurité durant le travail. Après la multiplication des accidents, la direction a été contrainte de poser des garants. Mais, les cadences n'ont pas bougé alors que le travail se trouve considérablement modifié ; nombreuses cadences très dures, unanimement dénoncées par les ouvriers ; prime de rendement ; division des ouvriers organisée par le patron : entre hommes et femmes (différence de salaire 0,80 F pour la même qualification), catégories mini - moyen - maxi à l'intérieur d'une même qualification.

Les travailleurs ont souvent engagé la lutte.

Les résultats de ces luttes ont rarement été positifs, mais il a souvent manqué ce qui est fondamental pour gagner : l'unité des travailleurs.

Ainsi la grève de janvier 76 a été déclenchée par les ajusteurs rejoints ensuite par les caristes et les étameurs. Mais, la différence entre les hommes et les femmes, entre les OS, OP, OQ, différences attisées par le patron et les dirigeants de la section CGT se transforment en obstacle à l'unité. Les professionnels disent : «Impossible de rien tirer des bonnes femmes ; si vous partez en grève, on arrête» et les femmes répondant : «Pourquoi êtes-vous partis tout seuls ; si vous ne voulez pas de nous, débrouillez-vous !».

LA GREVE DE JUIN 76

En juin 76, la situation est excellente pour lancer l'offensive contre le patron : les commandes affluent, l'embauche reprend (40 ouvriers embauchés - mais avec des contrats de trois mois pour créer une division supplémentaire). Le patron ne pouvait plus invoquer les difficultés.

Du côté des travailleurs, surtout les OS et les femmes, la combativité grandit depuis plusieurs mois : «Alors qu'est-ce qu'on attend, c'est maintenant qu'il faut y aller...»

Bien que les dirigeants CGT soient réticents pour engager l'action immédiatement, la section CFDT contraint la section CGT à l'unité pour convoquer une assemblée générale du personnel le vendredi 18 juin.

Une intersyndicale a lieu. C'est la première fois depuis longtemps que la CGT accepte une réunion avec la CFDT. A l'issue de cette rencontre, un compromis conforme aux intérêts des travailleurs est réalisé : les revendications communes proposées en AG sont 200 F pour tous, égalité des salaires entre hommes et femmes (soit 200 F pour les hommes et 300 F pour les femmes).

Après l'AG, la CFDT propose d'aller porter immédiatement le cahier de revendications et de partir en grève en cas de refus du patron (ce qui est plus que sûr). Cela n'est pas du goût du chef du personnel qui déclare : «C'est illégal, il faut attendre trois jours pour que M le directeur donne sa réponse. Et, d'ailleurs, il n'est pas là, il a la fièvre». La CFDT répond : «Si le patron n'est pas là, on part

en grève lundi matin. D'ailleurs, cela fait bien trois jours : vendredi, samedi, dimanche...»

C'est donc 70 % des travailleurs qui votent la grève le lundi matin sans attendre la réponse du patron. Les délégués CGT et bon nombre d'ouvriers professionnels (notamment des ajusteurs) retournent au boulot. Pour les responsables CGT il faut attendre bien sagement la réponse du patron.

Deux assemblées générales ont lieu chaque jour.

Après trois jours de grève, le patron refuse toujours de satisfaire les revendications. Pendant ce temps, l'usine de Vertou se rallie au mouvement et de nombreuses discussions ont lieu entre les ouvriers professionnels.

Puis, c'est la répression (constat d'huissier contre deux délégués de l'ajustage) qui décidera les ouvriers professionnels à se rallier à la grève. Les dirigeants CGT sont contraints à l'unité.



Le piquet de grève : une mesure indispensable dans la lutte, ici à l'usine IHF (avril 1976).

Le mouvement paraissait donc engagé dans la bonne voie : unité des travailleurs, volonté de lutte qui se traduit par le blocage des portes, piquets de grève. Le drapeau rouge (débarrassé des sigles CGT ou CFDT, un seul mot : Guillouard) est hissé sur le boulevard.

De plus en plus, des ouvriers qui la veille paraissaient attentistes et indécis, voire hostiles se rallient à la grève. Il ne reste plus qu'une cinquantaine de jaunes et de «sous-contrat» à travailler.

Mais, la suite va montrer que l'unité n'était pas réellement faite : elle va céder.

Le patron comme à son habitude, s'essime à diviser les grévistes et tente de les entraîner vers la négociation et la discussion «dans le calme», maniant l'arme du paternalisme. Il tente de déconsidérer et de calomnier les délégués CFDT qui ne fléchissent pas devant lui : «Ce sont des menteurs, on ne discute pas avec des gens comme ça». Ceci ne trouve guère d'écho parmi les ouvriers.

Il se lance alors dans la répression : menace sur les comptes des travailleurs sous contrat qui oseraient faire grève, menaces de licenciement contre une gréviste après un incident monté en épingle

Dans le même temps, il essaie de berner les ouvriers en leur proposant une prime d'assiduité. C'est une véritable carotte empoisonnée qu'il présente comme une faveur.

Avec une telle prime, l'ouvrier fatigué hésitera à prendre des congés afin de la toucher. La prime est d'ailleurs supprimée lors des absences pour maladie, pour les congés de maternité.

L'ensemble des ouvriers rejette cette prime. Quant à l'augmentation de salaire accordée par le patron le jeudi matin (2 % en plus de ce qui était prévu en juillet - soit 35 F), inutile de s'étendre : encore une fois le patron se moque des ouvriers.

Mais, le mercredi soir, une première erreur est commise. Le patron ayant convoqué une réunion pour «négocier», les piquets de grève sont suspendus, laissant toute liberté aux jaunes de travailler.

Plus grave le vendredi, le piquet de grève, manquant d'unité sur la tactique à

Bien qu'un pas ait été fait dans la construction de l'unité à la base et dans l'action, surtout avec les femmes, les OS et certains OP, il reste à corriger certaines erreurs.

QUELLES LEÇONS TIRER DE CETTE GREVE ?

Dans la grève, les ouvriers attendaient que les ajusteurs se décident enfin à bouger afin de renforcer le mouvement. Comment alors s'étonner que le moral s'effondre et que le mouvement se brise quand les ajusteurs reprennent et que des délégués ajusteurs démissionnent ?

Ce qu'il faut en retenir : oui à l'unité de tous les travailleurs mais pas n'importe comment et pas à tout prix. Cette unité pour qu'elle soit solide, il faut la construire autour des ouvriers les plus exploités, les femmes et les OS qui sont la masse de l'usine. Ils doivent prendre en main la direction du mouvement. Et c'est aussi comme cela que le mouvement gagnera en fermeté, que le courant de lutte classe contre classe s'affirmera toujours plus.

S'ORGANISER POUR MIEUX LUTTER

Une fois que la force de l'unité existe, encore faut-il la mettre en action.

Ce qui est fondamental pour cela, c'est la conscience qu'il est nécessaire de développer chez les travailleurs, que ce sont eux-mêmes qui doivent prendre en main la lutte, que chacun doit se sentir responsable de la lutte et le traduire concrètement par la prise d'initiatives, la participation à l'action. C'est en définitive ce qui a le plus manqué.

Certes il faut aussi des chefs, des dirigeants, des délégués ayant toute la confiance des travailleurs. Et si de tels chefs manquent, il n'y a guère de chance pour que l'action aboutisse.

Mais, encore une fois, ce qui est principal, c'est la mobilisation de tous les travailleurs, c'est la conscience qu'ils auront d'être la force réelle.

Pour conclure, la grève des travailleurs de Guillouard est loin d'être un échec. Elle a contribué à renforcer leur unité et à éclaircir la situation en mettant en lumière le rôle déterminant que doit jouer la masse des OS et manœuvres et en mettant sur la touche les délégués influencés par le révisionnisme ou manquant de combativité.

Cette grève trace aussi pour les marxistes-léninistes et les ouvriers avancés les axes de travail pour l'immédiat : tous les efforts doivent être maintenant portés sur le renforcement de l'unité des travailleurs sur une base de lutte classe contre classe. En même temps il faut développer chez les travailleurs la confiance dans leurs propres forces, que cette confiance se concrétise et se renforce par l'organisation et la prise de responsabilités dans le syndicat et surtout que l'organisation communiste des travailleurs se renforce, que les travailleurs la prennent réellement en main, qu'ils forgent l'arme qui dirigera leur lutte pour la destruction du système capitaliste : la cellule marxiste-léniniste.

Les marxistes-léninistes de Guillouard.

(1) : Le rôle déterminant que doit jouer la masse des OS et manœuvres et en mettant sur la touche les délégués influencés par le révisionnisme ou manquant de combativité.